

**RAPPORTS DU
COMMISSAIRE AUX COMPTES**

*Agence de Développement et
de Réservation Touristique
de Lot-Et-Garonne*

Exercice clos le 31 décembre 2023

SOMMAIRE

1. RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS
2. COMPTES ANNUELS
3. RAPPORT SPECIAL SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES





Expertise Comptable
Audit & Conseil

Associés
Commissaires aux comptes

Éric CHAVANON
Vincent MICHAUD
Aurélie LAMARQUE
Eric BOISSEL
Barbara OLLÉ-MAUREL

755, avenue du Général Leclerc
47000 AGEN
Tél : 05 53 77 97 79
auditso@orcom.fr

ORCOM AUDIT RSO

Société de Commissaires
aux Comptes membre de la
Compagnie Régionale des
Commissaires aux comptes
de Grande Aquitaine

S.A.S AU CAPITAL DE 75.000 €
RCS AGEN 393 376 140
N° DE TVA INTRACOMMUNAUTAIRE :
FR 48 393 376 140

AGENCE DE DEVELOPPEMENT ET DE RESERVATION TOURISTIQUE DE LOT-ET-GARONNE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'assemblée générale de l'Agence de Développement et de Réservation Touristique de Lot-Et-Garonne,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **AGENCE DE DEVELOPPEMENT ET DE RESERVATION TOURISTIQUE DE LOT-ET-GARONNE** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-7180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les subventions.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Bureau et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres de l'Association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Agen, le 8 mars 2024

Pour ORCOM AUDIT RSO,



A.LAMARQUE

Commissaire aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Grande Aquitaine

Bilan Actif

	Du 01/01/2023 au 31/12/2023		Au 31/12/2022	
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	70 518	69 510	1 008	11 973
Autres immobilisations incorporelles	4 605	913	3 692	2 288
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels	28 127	25 574	2 553	7 357
Autres immobilisations corporelles	57 304	44 930	12 374	16 457
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	4 164		4 164	4 164
TOTAL I	164 718	140 926	23 792	42 238
Comptes de liaison	II			
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	584		584	1 037
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	7 279		7 279	56 840
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	380 619		380 619	641 424
Charges constatées d'avance	24 567		24 567	30 479
TOTAL III	413 049		413 049	729 780
Frais d'émission des emprunts	IV			
Primes de remboursement des obligations	V			
Ecart de conversion actif	VI			
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	577 767	140 926	436 841	772 018

Bilan Passif

	31/12/2023	31/12/2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	2 795	2 795
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	485 528	453 689
Excédent ou déficit de l'exercice	-273 844	31 839
Situation nette	214 478	488 323
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	214 478	488 323
Comptes de liaison	II	
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL III		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL IV		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		300
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	44 489	44 605
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	162 431	197 567
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	7 704	5 675
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	7 738	35 548
TOTAL V	222 363	283 695
Ecart de conversion passif	VI	
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	436 841	772 018

Compte de résultat

	31/12/2023	31/12/2022
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	62 581	90 302
- dont parrainages		1 474
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 243 119	1 455 546
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	42 233	16 509
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	257 568	41 524
TOTAL I	1 605 502	1 603 881
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	853 551	647 589
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	63 850	52 835
Salaires et traitements	694 550	612 163
Charges sociales	245 041	233 789
Dotations aux amortissements et dépréciations	22 758	22 920
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	1 260	3 229
TOTAL II	1 881 009	1 572 526
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-275 507	31 356
Produits financiers		
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	2 317	1 080
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	2 317	1 080
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	198	209
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	198	209
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	2 119	870
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	-273 388	32 226

'Voir le rapport de l'expert-comptable avant les comptes annuels'

- 5 -

Compte de résultat (Suite)

	31/12/2023	31/12/2022
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	325	
Sur opérations en capital		1
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	325	1
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	781	389
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI	781	389
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-456	-387
Participations des salariés aux résultats	VII	
Impôts sur les bénéfices	VIII	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1 608 145	1 604 962
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	1 881 989	1 573 124
EXCEDENT OU DEFICIT	-273 844	31 839
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

ANNEXE

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2023 dont le total du bilan avant répartition est de 436 841 Euros, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de : -273 844 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

PRESENTATION GENERALE

L'association ADRT 47 (Agence de Développement et de Réservation Touristique de Lot-et-Garonne) a pour but d'accompagner la politique touristique du Lot-et-Garonne.

A cet effet, l'association :

- fédère l'ensemble des acteurs du tourisme locaux et départementaux, élus, associations, professionnels ;
- assure la promotion de la destination Lot-et-Garonne sur le marché français et à l'étranger en partenariat avec le CRT Nouvelle Aquitaine et Atout France ;
- assure au niveau départemental, la qualification, la labellisation, la promotion de l'offre en collaboration avec les professionnels et les organismes concernés ;
- effectue le classement des meublés de tourisme ;
- recense l'offre du département, collecte les données statistiques existantes ;
- met en marché les produits de la destination touristique du Lot-et-Garonne ;
- intervient en tant que conseil lors de la phase de projet de création ou de reprise d'équipements touristiques ;
- contribue à la coordination, au soutien et à l'animation des Offices de tourisme, à leur demande ;
- favorise et aide toutes les actions susceptibles de contribuer au développement du tourisme dans le Lot-et-Garonne ;
- organise la promotion, la production, la réservation et la vente de tous les types de produits et objets touristiques, ainsi que les prestations concourant à la promotion touristique du département de Lot-et-Garonne, en assurant la réservation et la vente de ces produits ou prestations.

Afin de réaliser l'ensemble de ces actions, l'association perçoit l'essentiel de ses subventions du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne à hauteur de 1 215 000 € pour l'exercice 2023.



Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Faits caractéristiques

Néant.

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Néant.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

- | | |
|--|------------|
| • Logiciels | 1 - 5 ans, |
| • Autres immobilisations incorporelles | 5 ans, |
| • Matériels et outillages | 2 - 5 ans, |
| • Matériel de transport | 5 ans, |
| • Matériel de bureau et informatique | 2 - 3 ans, |
| • Mobilier de bureau | 3 - 5 ans. |

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Engagements de départ à la retraite

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés ne sont pas comptabilisés.

Conformément à la convention collective "Organismes de tourisme à caractère non lucratif", les salariés qui quittent l'Association au moment de leur départ en retraite bénéficient d'une indemnité de fin de carrière. L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue selon la méthode rétrospective des unités de crédits projetées sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié compris entre 60 - 67 ans en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques de l'entité (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- taux d'actualisation retenu à 3.20 %.

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à 221 114 euros. Au 31 décembre 2023, le montant des primes correspondantes en solde auprès de la société GAN VIE s'élève à 129 513 euros.

Fonds dédiés et reportés



Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés s'élèvent à la clôture de l'exercice à : 0 euros.

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun. Toutefois, certaines activités lucratives accessoires et non prépondérantes font l'objet d'un secteur distinct lucratif soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun. La répartition du compte de résultat relatif à ces opérations fait l'objet du tableau particulier ci-joint :

	Secteur lucratif	Secteur non lucratif
Chiffre d'affaires	62 581 €	0 €
Résultat avant impôts	-145 323 €	-128 522 €
Impôt sur les sociétés	0 €	0 €
Résultat net	-145 323 €	-128 522 €

Rémunérations versées à certains dirigeants

En application de l'article article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, le montant total des rémunérations pour l'exercice clos le 31/12/2023 versées aux trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés de l'association, s'élève à 159 422 euros. Ces rémunérations comprennent les caractéristiques suivantes :

	Rémunérations	Avantages en nature
Montant total	158 181 €	1 241 €



Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	129 789		2 055
TOTAL	129 789		2 055
Terrains			
Constructions :			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Générales, agencements et aménagements constructions			
Installations :	28 127		
- Techniques, matériel et outillage			
- Générales, agencements et aménagements divers			
Matériel :	23 295		
- De transport			
- De bureau et informatique, mobilier	31 951		2 256
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	83 373		2 256
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	4 164		
TOTAL	4 164		
TOTAL GENERAL	217 325		4 311
CADRE B	Diminutions		Réévaluation légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession	Valeur d'origine des immos en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles		56 721	75 123
TOTAL		56 721	75 123
Terrains			
Constructions :			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Gales, agencts et aménagt. const.			
Installations :			28 127
- Techniques, matériel et outillage			
- Gales, agencts et aménagt. divers			
- De transport			23 295
Matériel :		199	34 009
- De bureau et informatique, mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL		199	85 431
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			4 164
TOTAL			4 164
TOTAL GENERAL		56 919	164 718

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice				Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immobilisations incorporelles				115 528	11 615	56 721	70 422
TOTAL				115 528	11 615	56 721	70 422
Terrains							
Constructions - Sur sol propre							
: - Sur sol d'autrui							
Installations générales, agencements et aménagements des constructions							
Installations techniques, matériel et outillage industriel				20 770	4 803		25 574
Installations générales, agencements et aménagements divers							
Matériel de transport				9 292	4 434		13 725
Matériel de bureau et informatique, mobilier				29 498	1 905	199	31 204
Emballages récupérables et divers							
TOTAL				59 560	11 142	199	70 503
TOTAL GENERAL				175 087	22 758	56 919	140 926
CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations					Reprises	Mouvement net des amort. à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions - Sur sol propre							
: - Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GENERAL							
DOTATIONS NON VENTILEES			REPRISES NON VENTILEES		TOTAL GENERAL NON VENTILE		
CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices				Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à évaluer							
Primes de remboursement des obligations							

Etat des créances

CREANCES	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	4 164		4 164
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	584	584	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 717	1 717	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	4 399	4 399	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	580	580	
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	583	583	
Charges constatées d'avance	24 567	24 567	
TOTAL	36 594	32 430	4 164

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

orkom | Audit RSO
Expertise Comptable Audit & Conseil

Etat des dettes

DETTES	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	44 489	44 489		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	85 858	85 858		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	71 829	71 829		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	4 744	4 744		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	7 704	7 704		
Produits constatés d'avance	7 738	7 738		
TOTAL	222 363	222 363		

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice



Variation des fonds propres 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves	2 795				2 795
Report à nouveau	453 689	31 839			485 528
Excédent ou déficit de l'exercice	31 839	-31 839	-273 844		-273 844
Situation nette	488 323		-273 844		214 478
Dotations consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	488 323		-273 844		214 478

Charges à payer et produits à recevoir

Charge à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le 31/12/2023	Exercice clos le 31/12/2022
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 353	5 537
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	123 059	154 768
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		1 620
Instruments de trésorerie		
TOTAL	131 413	161 924

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le 31/12/2023	Exercice clos le 31/12/2022
Créances clients, usagers et comptes rattachés		137
Créances reçues par legs ou donations		
Autres	2 297	151
Valeurs mobilières de placement		
Instruments de trésorerie		
Disponibilités		
TOTAL	2 297	287

Produits et charges constatés d'avance

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2023	31/12/2022
Produits :	- D'exploitation	7 738	35 548
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL		7 738	35 548

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2023	31/12/2022
Charges :	- D'exploitation	24 567	30 479
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		24 567	30 479